Volume 17 Issue 29
Originally issued as C6



Global Journal of Management and Business Research: C Finance
Volume 17 Issue 6 Version 1.0 Year 2017
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals Inc. (USA)
Online ISSN: 2249-4588 & Print ISSN: 0975-5853

Les Déterminants de l'Attractivité des Pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) à l'égard des IDE

By Guiswe Badoma & Abessolo Yves André

Abstract- In the light of recent theoretical and empirical work, this article analyzes the role of institutional adaptation on the attractiveness of CEMAC countries for FDI. The aim is to ascertain whether the most commonly tested institutional determinants play an attractive role in the CEMAC zone. More specifically, we try to evaluate first the importance of the role played by capital market on the attraction of FDI and, secondly, measure the relative importance of the role played by politico-sociocultural capital in Countries of the CEMAC. The institutional approach is then the theoretical foundation of our analysis. In order to account for the performance of the theory of institutional adaptation, we examine it in an econometric regression analysis of panel data. An equation of the determinants of the attractiveness of the CEMAC countries with regard to FDI is estimated by the generalized method of moments (GMM) in dynamic panel for the period from 1985 to 2015. At the end of this analysis, we obtained the results which confirm our initial hypothesis that the attractiveness of the CEMAC countries is explained more by market capital than by political-sociocultural capital.

Keywords: *attractiveness, foreign direct investments, multinational firms, panel data, CEMAC.*

GJMBR-C Classification: *JEL Code: F65*



Strictly as per the compliance and regulations of:



© 2017. Guiswe Badoma & Abessolo Yves André. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Les Déterminants de l'Attractivité des Pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) à l'égard des IDE

Guiswe Badoma [α] & Abessolo Yves André [σ]

Résumé- L'objet de cet article consiste, à la lumière des travaux théoriques et empiriques récents, à analyser le rôle de l'adaptation institutionnelle sur l'attractivité des pays de la CEMAC à l'égard de l'IDE. Il s'agit de vérifier si les déterminants institutionnels les plus communément testés jouent effectivement un rôle d'attractivité dans la zone CEMAC. Plus spécifiquement, nous cherchons à évaluer dans un premier temps l'importance du rôle que joue le capital marché sur l'attraction de l'IDE et dans un deuxième temps, mesurons l'importance relative du rôle que joue le capital politico-socioculturel dans les pays de la CEMAC. L'approche institutionnelle est alors le fondement théorique de notre analyse. Afin de rendre compte de la performance de la théorie de l'adaptation institutionnelle, nous examinons celle-ci dans une analyse de régression économétrique des données de panel. Une équation des déterminants de l'attractivité des pays de la CEMAC à l'égard des IDE est estimée par la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique pour la période allant de 1985 à 2015. A l'issu de cette analyse, nous avons obtenu les résultats qui confortent notre hypothèse de départ selon laquelle, l'attractivité des pays de la CEMAC est davantage expliquée par le capital marché que par le capital politico-socioculturel.

Motsclés: attractivité, investissement direct étranger (IDE), firmes multinationales, données de panel, méthode des moments généralisés, CEMAC.

Abstract- In the light of recent theoretical and empirical work, this article analyzes the role of institutional adaptation on the attractiveness of CEMAC countries for FDI. The aim is to ascertain whether the most commonly tested institutional determinants play an attractive role in the CEMAC zone. More specifically, we try to evaluate first the importance of the role played by capital market on the attraction of FDI and, secondly, measure the relative importance of the role played by politico-sociocultural capital in Countries of the CEMAC. The institutional approach is then the theoretical foundation of our analysis. In order to account for the performance of the theory of institutional adaptation, we examine it in an econometric regression analysis of panel data. An equation of the determinants of the attractiveness of the CEMAC countries with regard to FDI is estimated by the generalized method of moments (GMM) in dynamic panel for the period from 1985 to 2015. At the end of this analysis, we obtained the results which confirm our initial hypothesis that the attractiveness of the CEMAC countries is explained more by market capital than by political-sociocultural capital.

Author α: Enseignant Chercheur. e-mail: guisyang@gmail.com
Author σ: Maître de conférences, Université de Maroua Faculté des sciences économiques et de gestion BP: 46 Maroua.

Keywords: attractiveness, foreign direct investments, multinational firms, panel data, CEMAC.

I. Introduction

Les pays de la CEMAC, comme la plupart des pays en développement recourent à certains modes de financement extérieur tels que l'aide publique au développement (APD) et l'emprunt extérieur dans le but de poursuivre leurs objectifs de développement socio-économique. Or, force est de constater que les objectifs de l'aide publique au développement et de l'emprunt extérieur dans les mécanismes de financement des programmes de développement des pays bénéficiaires amène à poser de plus en plus de questions (Campell 2001 ; Gabas, 2002 ; Brunel et al., 2005).

Au regard de ce constat, il apparaît que les pays de la CEMAC, dans le cadre de la globalisation, peuvent bénéficier de l'interconnexion croissante des marchés et le morcèlement géographique de la chaine de production en s'intégrant à l'économie mondiale et de promouvoir par ce biais leur croissance (Huffel, 2001). L'un des aspects par lequel se manifeste cette internationalisation est la mobilité internationale des firmes et l'expansion des investissements directs étrangers (IDE) (Wladimir, 1996). Les firmes multinationales (FMN) sont, aujourd'hui, les vecteurs les plus structurants des processus d'intégration et de transformation de l'économie et de la société mondiales (Rioux, 2012).

En effet, si les territoires ont besoin des firmes multinationales, les entreprises à leur tour ont besoin des territoires (Hatem, 2004).

Depuis quelques décennies, on remarque une croissance importante des flux d'investissements directs étrangers dans le monde. Ils sont passés de 202 milliards de dollars en 1990 à 331 milliards de dollars US en 1995, et ont atteint 1450 milliards de dollars US en 2013, la part des pays en développement dans le total mondial des flux d'IDE étant de 54%, en 2013 contre une moyenne de 17% sur la période 2002-2012. Cependant, la distribution géographique de ces investissements révèle une répartition inégalitaire. En Afrique, ils sont passés de 2,8 milliards de dollars US en 1990 à 9,6 milliards de dollars US en 2000, et ont atteint 54 milliards de dollars US en 2014 (CNUCED, 2015).

© 2017 Global Journals Inc. (US)

Cette tendance haussière peut s'expliquer par les améliorations sensibles observées en matière de gouvernance et la diminution du nombre des conflits armés (Tamokwe, 2010).

Globalement, l'augmentation des entrées d'IDE dans les pays en développement (PED) s'est surtout concentrée en Asie. Les pays africains restent, dans l'ensemble, encore à l'écart de ce mouvement puisqu'ils n'ont reçu que 4% du total des flux d'IDE vers les PED et 1% du total mondial malgré cette hausse sensible constatée ces dernières années. Ces niveaux restent encore plus bas en ce qui concerne les pays de la CEMAC (9,7 milliards de dollars US) et la dotation en IDE varie fortement d'un pays à un autre (CNUCED, 2015).

Notons que, c'est véritablement à partir des années 1998 que les flux d'IDE vers la zone CEMAC ont connu une forte évolution et ils ont été le fait des privatisations, des plans d'investissements dans les infrastructures, les télécommunications, etc. Ils sont passés de 9 milliards de dollars US en 2000 à 9.9 milliards de dollars US en 2014. En effet, pour la BEAC (2006), cette évolution, est due en partie à la privatisation du secteur de télécommunications depuis les années 2002 et qui a permis de drainer une masse importante de fonds. Toutefois l'année 2004 a permis aux pays de la zone CEMAC, à la faveur d'importantes opérations de fusion-acquisition, de retrouver un niveau d'IDE presque équivalent à l'année 2000, avec un montant d'IDE de 6.8 milliards de dollars US, ce qui place la zone au neuvième rang des bénéficiaires d'IDE en Afrique.

En effet, après la faiblesse des chiffres des années 1990 et 1991 et la chute des années 1994, 1995, 1996 et 1997 imputables à une contraction de l'IDE vers la République centrafricaine et le Gabon, les flux d'entrée d'IDE dans la zone CEMAC ont augmenté sensiblement, passant de 651 millions de dollars US en 1998 à 3109 millions de dollars US en 2008. Et depuis lors, les flux d'IDE vers la zone a continué de croître, exception pour l'année 2013 et ce jusqu'aujourd'hui où l'on enregistre pour l'année 2014 un montant de 9694 millions de dollars US. Cette augmentation des entrées de l'IDE dans la zone CEMAC s'explique principalement par quelques grands projets d'IDE au Cameroun et au Tchad. C'est ainsi que, les flux d'IDE dans la zone CEMAC sont fortement concentrés dans ces pays dont leurs parts comptent pour plus de la moitié. Cependant, la Guinée Equatoriale et le Congo ont également continué à recevoir des grandes quantités de flux d'IDE à partir de 2002. Dans le même temps, les stocks d'IDE dans les six pays de la zone n'ont jamais aussi cessé d'augmenter. Ils sont passés de 3197 millions de dollars US en 1990 à 21483 millions de dollars en 2006 après avoir connus des baisses pour les années 1994, 1995, 1996 et 1997. Et depuis 1998, ils n'ont plus jamais connus une régression jusqu'en 2014.

De ce qui précède, signalons que, comparativement aux flux d'IDE en direction des PVD, les IDE en direction des pays de la CEMAC sont restés modeste, ce qui nous pousse à nous poser des questions sur le pouvoir attractif de ces pays et la nature des facteurs d'attractivité mis en place.

Le débat actuel porte sur la nécessité d'améliorer la qualité des institutions pour attirer les IDE car de plus en plus, le choix de localisation des firmes se rattache à la qualité des institutions en plus des conditions économiques.

De ce fait, étudier les éléments déterminant l'attractivité de l'IDE dans la zone CEMAC peut avoir comme fondement théorique une approche institutionnelle.

Pour atteindre ainsi les objectifs que nous nous sommes fixés, nous émettons l'hypothèse selon laquelle, l'attractivité de l'IDE dépend de la façon dont les décideurs politiques dirigent les institutions et plus précisément, l'attractivité de l'IDE dans la zone CEMAC est davantage expliquée par le capital politico-socioculturel que par le capital marché. La vérification de cette hypothèse requiert la spécification d'un modèle d'évaluation.

II. Revue de la Litterature

Malgré l'importance des mouvements internationaux des capitaux, il n'existe encore aucun cadre théorique unifié permettant de comprendre les déterminants de l'attractivité des territoires vis-à-vis des investissements directs étrangers (Chakrabarti, 2001 ; Levasseur, 2003). La littérature existante sur les déterminants des IDE regroupe aussi bien des aspects propres aux firmes que des aspects propres aux politiques menées par les pays hôtes pour accueillir les IDE. Dans les années soixante dix, DUNNING proposait une approche globale des facteurs explicatifs de l'investissement direct dans laquelle apparaissent des éléments comme la concurrence imparfaite, les avantages comparatifs ou l'internalisation des coûts de transaction. Cependant, ce cadre s'avère aujourd'hui insuffisant pour expliquer la majeure partie des IDE. En effet, et en fonction de leurs stratégies, les firmes décident d'investir à l'étranger, lorsqu'elles peuvent combiner leurs avantages propres à ceux qui leurs sont offerts par les pays d'accueil.

Toutefois, deux grandes familles de facteurs, sur lesquelles se basent les firmes dans leur choix de localisation ont été citées dans la littérature: les déterminants économiques et les déterminants institutionnels (CNUCED, 1998). Le débat actuel porte alors sur la nécessité d'améliorer la qualité des institutions pour attirer les IDE car de plus en plus, le choix de localisation des firmes se rattache à la qualité des institutions.

© 2017 Global Journals Inc. (US)

a) Aperçu des déterminants institutionnels des IDE

De plus en plus, le débat sur le rôle des institutions dans le développement économique attire l'attention des chercheurs. Dès le début des années 1990, un intérêt remarquable a émergé dans l'étude des liens entre les institutions et l'IDE. Les bonnes institutions exerceraient une influence positive sur le développement à travers la promotion de l'investissement en général. Aujourd'hui, l'IDE représente une part considérable de la formation brut du capital dans les pays en développement (CNUCED, 2004). Selon Sachs (2003), le concept d'institutions est devenu l'objectif intermédiaire de toute réforme économique. D'où l'intérêt d'examiner le rôle des bonnes institutions dans la promotion de l'IDE. Il ressort des études récentes que le développement d'un pays s'explique principalement par ses institutions, ses ressources, ses politiques économiques, sa géographie et sa géopolitique (Rodrik, 1999; Acemoglu et al., 2001; Easterly (2005); Sachs, 2003; Glaeser et al., 2004).

Plusieurs études empiriques révèlent l'importance des institutions dans les modèles de comportement des IDE (Acemoglu et al., 2001, 2003; Asiedu, 2003; Asiedu et Lien, 2011; Busse et al, 2005). Selon ces auteurs, c'est la qualité des institutions qui a davantage expliqué la croissance des flux d'IDE vers les pays de l'Asie de l'Est que les facteurs économiques traditionnels tels que l'accumulation de capital, le progrès technique et l'offre de main-d'œuvre.

Les analyses récentes retiennent généralement comme mesures des institutions : la démocratie, la transparence, la corruption, le cadre judiciaire et réglementaire, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement et l'état de droit (Kaufmann et al., 2002; Rodrick et al., 2002; Acemoglu et al., 2003; Asiedu, 2003; Edison, 2003). Toutefois, ces mesures ne sont pas objectives dans la mesure où elles découlent les appréciations subjectives des experts nationaux ou des évaluations de la population collectées par des enquêtes effectuées par organisations internationales et non gouvernementales (Edison, 2003).

Concernant la qualité institutionnelle en Afrique, des études comme celle d'Asiedu (2003) à travers 22 pays de l'Afrique subsaharienne révèle que l'efficacité des institutions, la stabilité politique et économique et le faible niveau de corruption encouragent les entrées de capitaux privés.

Globerman et Shapiro (2002) analysent l'impact des indicateurs de gouvernance sur les entrées et sorties d'IDE. Ils trouvent que la bonne gouvernance a un impact positif à la fois sur les entrées et les sorties d'IDE, bien que l'effet sur les sorties d'IDE ne soit significatif que pour les pays relativement grands et développés. Bien plus, ils affirment que des bonnes institutions peuvent avoir un impact positif sur les sorties d'IDE parce qu'elles créent des conditions favorables pour que les entreprises multinationales émergent et investissent à l'étranger.

Daude et Stein (2007) trouvent que l'IDE entrant est fortement influencé par la qualité des variables institutionnelles. Ils trouvent que l'instabilité politique et la violence, l'efficacité du gouvernement, le fardeau de la réglementation, l'état de droit et la corruption ont un effet significatif sur l'IDE. Cependant, les indicateurs de la représentation et de la responsabilité politique ont un effet non significatif sur l'IDE entrant.

L'efficacité sur le plan juridique d'un pays d'accueil rassure les investisseurs étrangers car favorise la protection des droits de propriété et le respect des contrats. En effet, la protection des droits de propriété est capitale pour les firmes qui cherchent à implanter de nouveaux investissements à l'étranger. La protection des droits de propriété est une sorte d'assurance pour les firmes multinationales (Globerman et Shapiro, 2003). Ceci dit, les réglementations visant à protéger les droits de propriété, surtout les droits de propriété intellectuelle, sont susceptibles d'accroître l'attractivité du pays d'accueil aux yeux des investissements internationaux (Smith, 2001 ; OCDE, 2002). Toutefois, la protection des droits de propriété, les procédures administratives et les règlements relatifs à l'IDE peuvent former une barrière à l'investissement, particulièrement dans les pays en développement (Emery et al., 2000).

Des études empiriques soutiennent l'idée selon laquelle les investissements étrangers sont davantage attirés du fait du renforcement de la démocratie. La démocratie comme déterminant de la localisation des IDE dans la littérature économique est abordée dans le sens large du terme. Il est ainsi généralement représenté par deux grandes composantes : les droits politiques et les libertés civiles. Tandis que les droits politiques reflètent la capacité des citoyens à participer librement au processus politique (droit de voter, de postuler à des postes publics et d'élire des représentants), les libertés civiles quant à elles donnent la possibilité de développer des opinions, des associations et une autonomie personnelle sans interférences de l'Etat.

La corruption, est souvent perçue comme une dimension cruciale des institutions politiques et la cause majeure de la stagnation économique et de l'échec des programmes de réformes (OCDE, 2003). Dans une étude sur les investissements étrangers réalisée par des entreprises américaines, Wheeler et Mody (1992) n'ont pas trouvé de relation significative entre la valeur des IDE et la corruption d'accueil. Ils concluent que l'importance de la corruption est relativement faible comme un déterminant de localisation.

Un pays ayant une stabilité politique est attractif aux yeux des investisseurs étrangers, car permet la diminution de l'incertitude et les coûts non prévisibles associés. En effet, les investisseurs étrangers cherchent à s'assurer que l'avenir du pays est suffisamment

© 2017 Global Journals Inc. (US)

prévisible afin que leur projet d'investissement ne soit compromis, ni par une instabilité politique, ni par des problèmes sociaux. L'incertitude politique, autrement dit risque pays, est un facteur qui décourage les investisseurs étrangers (Basu et Srinivasan, 2002).

b) Les déterminants ayant la dimension économique de l'attractivité des pays à l'égard des IDE

Pour choisir le pays d'implantation, l'investisseur étranger prend en compte le niveau de stabilité des variables macroéconomiques tels que : le taux de la croissance, l'investissement national, le taux d'inflation, le taux de change, etc. C'est ainsi que la stabilité macro-économique est souvent citée par les investisseurs comme un des facteurs essentiels de leur décision d'implantation. En effet, dans leurs décisions d'investissement, les firmes multinationales sont d'abord motivées par la taille et le taux de croissance des marchés d'implantation dont l'accès est facilité par l'absence de réglementations restrictives à l'entrée des investissements étrangers. Des études statistiques sur les déterminants des investissements directs étrangers montrent que la taille du marché dans les pays d'accueil, mesurée par le produit intérieur brut (PIB) par habitant, et sa croissance potentielle mesurée par le taux d'évolution du PIB, sont des éléments importants dans le choix d'une localisation. Toutefois, la contribution de la taille ou du taux de croissance des marchés en faveur de l'IDE est plus ou moins importante selon les stratégies visées par les investisseurs étrangers. En ce qui concerne les IDE expansionnistes ou de type horizontal, ils se présentent dans les pays à forte demande de consommation alors que les IDE de type vertical ne s'intéressent pas à la taille du marché puisque la production totale est destinée à la réexportation. Ceci n'empêche pas la firme à adopter à la fois les deux stratégies pour servir les différents marchés en divisant la production locale entre le marché local et les réexportations. C'est ainsi que Singh et Jun (1995) utilisent deux mesures pour tester l'impact de la taille du marché sur les flux des IDE : le PIB par habitant pour contrôler la taille du marché actuelle et le taux de croissance du PIB pour contrôler la taille du marché potentielle.

La stabilité des taux de change d'un pays d'accueil fait partie des facteurs d'attractivité à l'égard des IDE. Le taux de change est une variable très importante qui a une influence sur l'évolution des investissements étrangers ainsi que les échanges commerciaux réalisés par les IDE. C'est ainsi que Froot et Stein (1991) analysent le rôle de l'appréciation d'une monnaie sur la promotion des IDE dans le cadre d'un marché des capitaux imparfait. Pour ces auteurs, l'appréciation de la monnaie conduit à stimuler le patrimoine de l'entreprise tout en diminuant les coûts relatifs à l'investissement à l'étranger. Les études de Klein et Rosengren (1994) quant à elles montrent que la sous-évaluation du taux de change stimule la production des exportations et attire les investissements directs étrangers. Goldberg et Klein (1997) indiquent que, de manière générale, une dépréciation réelle de la monnaie du pays récepteur induit des entrées de capitaux, bien que l'IDE en provenance des États-Unis se comporte autrement. Plus fondamentalement, l'impact du taux de change réel dépend des objectifs des investisseurs étrangers. Ainsi, une production étrangère destinée à être réexportée introduit une relation de complémentarité entre IDE et commerce : une appréciation de la monnaie locale, parce qu'elle détériore la compétitivité, réduit ainsi les entrées d'IDE. Si la production doit au contraire servir en priorité le marché local, IDE et commerce deviennent substituables, et l'appréciation de la monnaie peut attirer des capitaux, soit par un effet d'augmentation du pouvoir d'achat local, soit par un effet de contournement des barrières commerciales, qui sont fréquentes lorsque le taux de change s'apprécie.

En ce qui concerne le taux d'inflation Urata et Kawai (2000) pensent que l'inflation augmente le coût de production et, partant, il a un impact négatif sur les flux d'investissement direct étranger.

Le degré d'ouverture d'une économie, mesuré par le niveau de développement du commerce extérieur c'est-à-dire la valeur des importations et des exportations par rapport au PIB, est considéré comme un facteur attractif des IDE. L'ouverture d'une économie au commerce met ainsi les investisseurs potentiels en confiance et aussi, met à leur portée de nombreuses occasions d'affaires car la capacité d'un pays en développement à attirer des IDE dépend dans une large mesure des facilités ultérieurement accordées à l'investisseur pour importer et exporter. L'ouverture économique augmente ainsi la productivité des projets d'IDE dans la mesure où elle permet aux entreprises un accès sans contrainte à tous les types d'intrants. Dans la littérature empirique, des études établissent une relation positive entre l'ouverture au commerce et les flux d'IDE comme l'ont démontré Morisset (2000) et Chakrabarti (2001). Noorbakhsh et al. (2001) soutiennent que la relation positive entre l'ouverture économique et les flux d'IDE implique que si les pays en développement désirent attirer plus d'IDE, ils devraient libéraliser encore plus leur commerce extérieur.

Aujourd'hui, le capital humain constitue un critère important de l'attractivité notamment dans les pays en développement. Toutefois les multinationales accordent de plus en plus d'importance à la qualité de la main d'œuvre car s'intéressent davantage à la production de biens intensifs en capital et en technologie. Les qualifications de la main d'œuvre, les possibilités de formation, le coût faible du facteur travail, le niveau d'instruction en générale et l'expérience professionnelle sont donc d'une importance capitale pour l'investisseur (Bissiriou et Kern 2005).

© 2017 Global Journals Inc. (US)

Le niveau d'infrastructures a une forte incidence sur l'attrait d'un pays en tant que destination d'investisseurs étrangers. Dans la littérature, les infrastructures ont un impact positif sur la localisation des activités des multinationales, dans la mesure où elles facilitent la réalisation des opérations de production et de distribution. Selon Bouklia-Hassane et Zatla (2001), des infrastructures insuffisantes ou des services d'infrastructures inadéquats pourraient constituer une barrière à l'entrée des IDE. En revanche, de bonnes infrastructures, particulièrement dans les domaines des transports et des télécommunications, sont présentées comme des déterminants potentiels des afflux d'IDE (Aubin, Berdot, Goyeau et Léonard (2006). En effet une infrastructure de bonne qualité est une condition nécessaire pour attirer les IDE en premier lieu et pour la réussite des IDE en second lieu (Asiedu, 2002).

De même, les firmes sont naturellement sensibles aux caractéristiques exogènes des territoires. Chaque pays, dispose des dotations naturelles influençant la productivité et le profit des entreprises. De même, la présence de terre à cultiver, de ressources minières, l'accès à la mer ou tout autre avantage naturel, permet d'expliquer certains choix de localisation en particulier pour les entreprises utilisant ces facteurs de production. Dans leurs travaux, Campos et Kinoshita (2003) démontrent que les dotations en ressources naturelles ont joué un rôle significatif dans l'attraction des IDE entre 1990 et 1998 dans les pays en transition. Morisset (2000) prouve que la capacité des pays africains à attirer les capitaux privés est largement liée à l'existence des ressources naturelles. C'est ainsi que les pays tels le Nigeria et l'Angola et dans une moindre mesure la Guinée Equatoriale, malgré leur instabilité politique et économique, ont réussi à attirer d'importants capitaux privés grâce à leurs ressources pétrolières.

III. Le Modele

En vue de placer les théories de l'IDE dans un modèle opérationnel testable, nous nous inspirons de Saskia. En effet, Saskia (1998) étudie les déterminants de l'IDE dans un cadre théorique inspiré de l'approche d'adaptation institutionnelle et trouvant son origine dans l'école de l'intégration. D'après Saskia, l'adaptation à l'investissement direct étranger désigne la capacité d'un pays d'attirer, d'absorber et de préserver l'investissement direct étranger. L'adaptation institutionnelle suggère qu'attirer l'investissement direct étranger est un processus dynamique. Pour attirer l'investissement direct étranger, les pays doivent le rechercher activement au lieu de protéger de façon passive les industries et les ressources naturelles locales. La théorie de l'adaptation institutionnelle à l'IDE nous explique pourquoi la répartition des flux d'IDE est si inégale, et souvent sans proportion avec les ressources naturelles des pays. La capacité de reconnaître les opportunités d'IDE et d'en profiter est alors ancrée dans les institutions du pays, ce qui explique le terme adaptation institutionnelle à l'IDE. Les institutions concernées par l'adaptation institutionnelle sont : le gouvernement qui représente le capital politique, les marchés ou capital marché, et le milieu socioculturel ou capital socioculturel (Saskia, 1998).

Dans la pratique, l'estimation de l'équation d'attractivité prend souvent en compte un ou plusieurs retards de la variable dépendante comme variables explicatives. Rien n'exclut l'existence d'une éventuelle corrélation entre les autres variables explicatives et l'effet fixe individuel. Les techniques économétriques standards comme les MCO ne permettent pas d'obtenir des estimations efficientes d'un tel modèle. D'où l'importance de la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique. La méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique permet ainsi de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de pallier les biais d'endogénéité des variables, de biais de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises. La méthode GMM repose sur les conditions d'orthogonalité entre les variables retardées et le terme d'erreur, aussi bien en différences premières qu'en niveau. Lorsque le modèle dynamique est exprimé en différences premières, les instruments sont en niveau, et vice versa (Goaied et Sassi, 2012).

Généralement, deux tests sont associés à l'estimateur GMM en panel dynamique : le test de suridentification de Hansen et de Sargan qui permet de tester la validité des variables retardées comme instruments et le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence (Goaied et Sassi, 2012).

Nous nous intéressons dans le cas de notre analyse, à l'estimateur GMM en système et pour lequel le test suridentification de Sargan est associé.

L'équation à estimer sera ainsi de la forme suivante:

$$y_{i,t} - y_{i,t-1} = (\alpha - 1)y_{i,t-1} + \beta X_{i,t} + \partial Z_{i,t} + u_i + v_t$$

Où $y_{i,t}$ représente la variable dépendante IDE/PIB dans le pays i et au temps t, X le vecteur des variables de la dimension Marché, Z le vecteur des variables de la dimension Politico-socioculturelle, u est l'effet spécifique pays, v est l'effet spécifique temporel. i et t représentent respectivement l'indice pays et l'indice temporel.

© 2017 Global Journals Inc. (US)

Nous estimons finalement une équation à k variables exogènes de la forme suivante:

$$\frac{IDE}{PIB}_{i,t} = \gamma_0 + \alpha AGLOM_{i,t} + \beta_1 CRECO_{i,t} + \beta_2 COMM_{i,t} + \beta_3 PIBHAB_{i,t} + \beta_4 TINF_{i,t} + \beta_5 CHANGE_{i,t} + \partial_1 LIPOL_{i,t} + \partial_2 LICIV_{i,t} + \partial_3 TURB_{i,t} + \partial_4 INFR_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

Avec : γ_0 la constante, $AGLOM_{i,t} = \frac{IDE}{PIB}(i, t-1)$, $\alpha, \beta_i = 1 \dots 5$ et $\partial_i = 1 \dots 4$, les paramètres et $\varepsilon_{i,t}$ le terme d'erreur.

L'équation de la fonction des variables de la dimension Marché étant:

$$DIMMAR = f(AGLOM, CRECO, COMM, PIBHAB, TINF, CHANGE)$$

AGLOM: IDE /PIB retardé d'une période (Agglomération)
CRECO: Épargne nationale brute (Crédit à l'économie)
COMM: Commerce extérieur (Ouverture commerciale)
PIBHAB: Produit Intérieur brute par habitant
TINF: Taux d'inflation
CHANGE: Taux de change réel

Et l'équation de la fonction des variables de la dimension Politico-Socioculturelle étant:

$$DIMPOLSOC = f(LIPOL, LICIV, TURB, INFR)$$

LIPOL : Indice global de droits politiques
LICIV : Indice global de libertés civiles
TURB : Taux d'urbanisation
INFR : Nombre de lignes de téléphones/100.

Présentation et description des différentes variables et signes attendus des coefficients des variables

La variable expliquée

Dans la spécification de notre modèle, la variable dépendante est mesurée par les flux net d'IDE entrants exprimés en pourcentage du produit intérieur brut (***IDE/PIB***). C'est un des indicateurs d'attractivité retenus par la CNUCED.

Les variables explicatives

Nous considérons deux types de variables explicatives : les variables de la dimension Politico-socioculturelle et les variables de la dimension Marché.

Les variables de la dimension Politico-socioculturelle

La dimension politique est mesurée par les indicateurs suivants:

- L'indice global de droits politiques (***LIPOL***). Il renvoie à la tenue d'élections justes, la présence de partis d'opposition qui peuvent jouer un rôle important, ainsi que le respect des droits des groupes minoritaires. Cet indice devrait donc avoir un effet négatif sur l'attraction des IDE.
- L'indice global de libertés civiles (***LICIV***). Il reflète le respect de la liberté d'expression, ainsi que celui du droit d'assemblée, d'association, d'éducation et de religion. Cet indice devrait influencer négativement les flux d'IDE.

La dimension socioculturelle est mesurée par les indicateurs suivants:

- Le taux d'urbanisation (***TURB***). Il s'agit du pourcentage de la population totale qui vit dans un milieu défini comme urbain. Comme les IDE se concentrent souvent dans les zones urbaines, on s'attend à une corrélation positive entre le degré d'urbanisation et l'attractivité des IDE. Le coefficient de corrélation aura le signe plus.
- Le stock d'infrastructures (***INFR***). Il s'agit de lignes téléphoniques reliant des équipements des clients au réseau téléphonique des centrales publiques. Il est attendu un signe positif de la relation entre les infrastructures et l'IDE.

Les variables de la dimension Marché

Cette dimension sera mesurée par les variables suivantes:

- L'agglomération ***(AGLOM)*** Elle correspond à la variable dépendante retardée d'une période $\frac{\text{IDE}}{\text{PIB}}(\text{i}, \text{t}-1)$, et permet ainsi de mesurer l'agglomération et la concentration des activités économiques. Les investissements existants dans un territoire attirent les capitaux étrangers, en ce sens, on s'attend à une corrélation positive entre les flux d'IDE et l'agglomération.
- Le crédit à l'économie (***CRECO***). Elle est mesurée par l'épargne nationale brute en pourcentage du PIB. C'est l'un des instruments par lequel le secteur financier contribue à l'attraction des investissements et à la mobilisation des épargnes par une offre attractive d'instruments et d'outils de placement. On s'attend à une corrélation positive avec les IDE.
- L'ouverture commerciale (***COMM***). Elle est mesurée par le commerce extérieur. Le commerce en pourcentage du PIB est la valeur totale des exportations de biens et services additionnée à la valeur totale des importations de biens et services, en pourcentage du PIB. On s'attend donc à ce que le coefficient ait le signe plus.
- La taille du marché (***PIBHAB***). Mesurée par le produit intérieur brut par habitant en dollars constants, cet indicateur est le plus adéquat pour comparer des économies entre elles et à travers les années. Il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays ou encore la grandeur de sa richesse générée. On s'attend à ce que la corrélation du PIB par habitant avec l'IDE soit positive et le coefficient aura donc le signe plus.
- Le taux d'inflation (***TINF***). Le taux d'inflation est souvent perçu comme un indicateur d'instabilité

© 2017 Global Journals Inc. (US)

macroéconomique. Les investisseurs étrangers préfèrent ainsi investir dans une économie stable. Il est attendu que l'inflation ait une corrélation négative avec le volume des investissements.

- Le taux de change réel (*CHANGE*). C'est le taux de change réel de la monnaie locale en dollars américains (US). Il est une mesure de la compétitivité internationale. La volatilité des taux de changes peut à la fois décourager l'investissement étranger, et produire une incitation à se couvrir contre le risque de change par la localisation à l'étranger. Ainsi, à court terme une dépréciation réelle de la monnaie affecte négativement les IDE et l'effet à long terme peut se révéler positif.

Sources des Variables

Les données sont choisies et extraites du site de la banque Mondiale http://siteresources. worldbank.org/ DATASTATISTICS, de Freedom House sur le site http://www.freedomhouse.org/ template.cfm?page=15 et de la CNUCED sur le site http://www.unctad.org//fdistatistics.

La période d'étude va de 1985 à 2015. L'échantillon est ainsi composé des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine et Tchad).

IV. L'analyse Des Resultats et Interpretations

En utilisant la méthode des moments généralisés, nous procédons à une estimation du modèle en trois étapes à partir du logiciel Stata 12. La première prend compte les variables de la dimension Marché uniquement, la deuxième prend en compte les variables de la dimension politico-socioculturelle uniquement et la troisième prend en compte les variables des deux dimensions.

a) Les résultats des estimations du modèle

Le tableau qui suit donne les résultats des différentes spécifications que nous avons faites par la méthode des moments généralisés en niveau.

Tableau: Régressions du modèle en niveau

Idepib	(1)	(2)	(3)
idepib L1.	-0.1060747** (0.013)	0.2576877*** (0.0000)	-0.1107801** (0.015)
Creco	-0.1351745*** (0.0000)		-0.1526113*** (0.0000)
Comm.	0.1080195*** (0.0000)		0.108243*** (0.0000)
Pibhab	0.0006571** (0.037)		0.0011095*** (0.002)
Tinf	-0.0394134 (0.523)		-0.0428689 (0.499)
Change	0.0129955*** (0.004)		0.013615*** (0.004)
Lipol		-0.9723418 (0.478)	-0.1188155 (0.889)
Liciv		3.805674** (0.017)	-1.25058 (0.217)
Turb		0.0102188 (0.945)	-0.026321 (0.778)
Infr		-0.2825736 (0.840)	-2.268158** (0.016)

© 2017 Global Journals Inc. (US)

Cons	-8.558676*** (0.0000)	-10.24154 (0.382)	0.9373194 (0.899)
Wald chi2	(6) 426.91	(5) 31.15	(10) 423.12
Prob>chi2	0.0000	0.0000	0.0000

Source: Calcul à partir du logiciel Stata12
*NB: *** Significatif au seuil de 1% au plus, ** Significatif au seuil de 5% au plus, et * significatif au seuil de 10% au plus*

Soit la régression **(1)**, avec prise en compte des variables de la dimension Marché uniquement. Les résultats de l'estimation montrent que le coefficient associé à l'indicateur de l'agglomération (**idepib L1.**) et à l'indicateur taille du pays d'accueil (**pibhab**) sont statistiquement significatifs à 5%. L'effet de l'agglomération sur l'attractivité est négatif tandis que l'effet de la taille du pays d'accueil est positif. Toujours d'après les résultats de cette estimation, l'ouverture au commerce (**comm**), le taux de change (change) et le crédit à l'économie (**creco**) sont statistiquement significatifs à 1%. L'ouverture au commerce et le taux de change ont un coefficient de signe positif alors que le crédit à l'économie est négativement corrélé à l'indicateur d'attractivité. Le coefficient de la variable taux d'inflation (**tinf**) a un signe négatif, dont du signe attendu. Globalement, la statistique de Wald chi2 (6) = 426.91 avec une probabilité nulle montrent que modèle est significatif et que le modèle est bien spécifié pour toutes les équations. De même, la validité des instruments est confirmée à partir du test de Sargan avec chi2=277,7251 de probabilité nulle.

Pour la régression **(2)** avec prise en compte des variables de la dimension Politico socioculturelle uniquement, les variables liberté politique (**lipol**), taux d'urbanisation (**turb**), infrastructure (**infr**) sont statistiquement non significatifs ni à 1%, ni à 5%, ni à 10%. Toutefois, la variable liberté civile (**liciv**) l'est à 5%. Quant à leur effet sur l'attractivité, les coefficients des variables **lipol** et **turb** sont de signe attendu tandis que les coefficients des variables **liciv** et **infr** sont de signe contraire à la prédiction. De même, la statistique de Wald chi2 (5) = 31.15 avec une probabilité nulle montrent toutefois que le modèle est significatif. Le test de Sargan montre que le nombre des instruments est tout de même valide.

Quant à la régression **(3)** avec prise en compte des variables de la dimension Politico-socioculturelle et de la dimension Marché, les résultats de l'estimation montrent que les coefficients associés à la variable ouverture commerciale (**comm**), à la variable taille du pays (**pibhab**), à la variable taux d'inflation (**tinf**), à la variable liberté politique (**lipol**) et à la variable liberté civile (**liciv**) sont tous de signe attendu. Toutefois, seules les variables **comm** et **pibhab** sont statistiquement significatifs à 1% alors les variables **tinf**, **lipol** et **liciv** sont statistiquement non significatifs. Quant aux variables agglomération (**idepib L1.**), crédit à l'économie (**creco**), taux d'urbanisation (**turb**) et infrastructure (**infr**), celles n'ont pas de coefficient de signe attendu. Les variables agglomération et infrastructure sont statistiquement significatives à 5%, la variable crédit à l'économie l'est à 1%, alors que la variable taux d'urbanisation n'est statistiquement significatif ni 10% ni à 5% ni à1%. De manière globale, le modèle est significatif avec une statistique de Wald chi2 (10) = 423.12 et une probabilité Prob>chi2= 0.0000. Le test de Sargan dans la troisième estimation valide le choix des instruments avec une chi2(160)=262,4119 de probabilité nulle.

b) L'interprétation des résultats

L'estimation du modèle de référence par la méthode des moments généralisés en niveau s'est faite en trois étapes selon qu'on a considéré la régression avec prise en compte uniquement des variables de la dimension Marché (1), la régression avec prise en compte des variables de la dimension Politico socioculturelle (2) et la régression prenant en compte les deux dimensions simultanément (3). De manière globale, les spécifications (1) et (3) sont les plus significatives d'après la statistique de *Wald chi2.* En effet, dans les régressions (1) et (3), la variable d'agglomération (**idepib L1.**) est significative à 5% même si a un coefficient de signe non attendu dans les deux cas. Toujours dans les régressions (1) et (3), les variables ouverture commerciale (**comm**) et taux de change (**change**) relevant du capital Marché sont statistiquement significatifs à 1% et le coefficient de chacune d'elle est de signe attendu et donc contribuent favorablement à l'attraction des IDE. La variable liée à la taille du pays (**pibhab**) relevant toujours du capital Marché explique significativement à 1% dans la régression (1) et à 5% dans la régression, l'attraction des IDE dans la zone CEMAC. Les coefficients sont également de signe attendu.

Par contre, dans les régressions (2) et (3), seules les variables liberté civile (**liciv**) de (2) et infrastructure (**infr**) de (3) sont statistiquement significatives bien que toutes deux ont des coefficients de signe contraire à la prédiction.

V. Conclusion

Etant donné que l'objet de ce travail est de contribuer à l'explication de l'attractivité des IDE dans les pays de la CEMAC, nous avons procédé à l'estimation du modèle en utilisant la méthode des

© 2017 Global Journals Inc. (US)

moments généralisés en niveau. L'estimation se faite en trois étapes pour déceler les variables les plus significatives. La première a consisté à considérer le modèle avec prise en compte uniquement des variables du capital Marché, la deuxième a considéré le modèle en prise en compte des variables du capital Politico socioculturel et la troisième a pris en compte les variables du capital Marché et celles du capital Politico socioculturel. Les résultats montrent à chaque fois que les variables les plus significatives sont celles liées à l'ouverture commerciale (**comm**), à la taille du marché (**pibhab**) et à la compétitivité internationale (**change**). Bien plus, les coefficients de ces variables ont les signes positifs corroborant ainsi la prédiction. Ceci nous amène ainsi à dire que le capital Marché explique d'avantage l'attractivité des pays de la CEMAC à l'égard des IDE que le capital Politico socioculturel.

Bibliographie

1. **Acemoglu D., Johnson S. et Robinson J.A**. (2005), «Institutions as the Fundamental Cause of Long-run Growth», in Aghion et Durlauf (eds.), Handbook of Economic Growth, Vol. 1 A. Amsterdam: North-Holland: 385-472.
2. **Asiedu, E**. (2003). Foreign Direct Investment to Africa: The Role of Government Policy, Governance and Political Instability, *mimeo.*
3. **Asiedu, E., Lien, D.** (2011). Democracy, foreign direct investment and natural resources. *Journal of International Economics.* Vol.84, pp. 99–111.
4. **Aubin, C., Berdot, J-P., Goyeau, D., Léonard, J.** (2006). Investissements directs américains et européens dans les PECOs : quel rôle des effets de change ? *Revue Economique*. Vol. 57, N° 4, pp. 771-792.
5. **Banque Mondiale** http://siteresources.worldbank.org/ DATASTATISTICS. Dernière date de consultation 30 mars 2017.
6. **Basu, A., Srinivasan, K.** (2002). Foreign Direct Investment in Africa – Some case studies. *IMF working paper*, wp/02/61.
7. **BEAC.** (2008). *Rapport annuel 2008*. 350 p.
8. **Bissiriou, G., Kern, F.** (2005). L'éducation comme bien public mondial est-elle compatible avec l'accord général sur le commerce des services? *Mondes en développement*. Vol.33, N° 132, pp. 44-45.
9. **Bouklia-Hassane, R., Zatla, N**. (2001). L'IDE dans le bassin méditerranéen: ses déterminants et son effet sur la croissance économique. *Les Cahiers du CREAD.* N°55, pp.118-143.
10. **Brunel, S., Houziaux, A., Kipre, P., et al.** (2005). *L'aide au tiers-monde, à quoi bon ?*, Paris : Ed. L'Atelier. Collection « Questions de vie », 114 p.
11. **Campbell, B.** (2001). La bonne gouvernance, une notion éminemment politique. Dans, *Les non-dits de la bonne gouvernance : Pour un débat politique sur la pauvreté et la gouvernance*. Paris : Ed. Karthala, pp.119-149.
12. **Campos, N. F., Kinoshita, Y.** (2003). Why does FDI go Where it goes ? New Evidence from the Transition Economies. University of Michigan William Davidson Institute *Working Papers* Series, N°. 2003-573.
13. **Chakrabarti, A.** (2001). The Determinants of Foreign Direct Investment: Sensitivity Analyses of Cross-Country Regressions. *Kyklos International Review for Social Sciences*. Vol.54, N°1, pp. 89-114.
14. **CNUCED.** (1998). Tendances et déterminants. *Rapport sur l'investissement dans le Monde*. Publication des Nations-Unies, New York et Genève.
15. **CNUCED.** (2004). Foreign Direct Investment and the Challenge of Development. *World Investment Report 2003*. United Nations Publication, 54 p.
16. **CNUCED**. (2015). **Réformer la gouvernance de l'investissement international,** repères et vue d'ensemble. Rapport sur l'investissement dans le monde. Publication des Nations-Unies, New York et Genève, 67 p.
17. **CNUCED.** (2017) http://www.unctad.org//fdistatistics. Date de dernière consultation 20 avril 2017.
18. **Easterly W.** (2005). National Policies and Economic Growth: a Reappraisal, in Aghion P. et Durlauf SN., (eds.), *Handbook of Economic Growth*, Vol. 1A, Chapter 15. Noth-Holland, Elsevier.
19. **Edison, H.** (2003). Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit ? *Finances et développement*, juin.
20. **Emery J.T., Spence M.T., Wells L.T. et Buehrer T.** (2000). Administrative Barriers to Foreign Investment. Reducing Red Tape in Africa, *FIAS Occasional Paper* 14, 2000.
21. **Freedom House** (2017) http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15. Date de dernière consultation: 27 avril 2017.
22. **Froot , K.A., Stein, J.C.,** (1991). Exchange Rates and Foreign Direct Investment : A Imperfect Capital Market Approach. *Quarterly Journal of Economics*. Vol. 106, N° 4, pp. 1191-1217.
23. **Gabas, J.-J**. (2002). *Nord-Sud : L'impossible coopération*. Paris : Ed. Presses de Sciences Po, 115 p.
24. **Goaied, M., Sassi. S.** (2012). Économétrie des données de panel sous stata. Module n°1, 1ère édition, Université de Carthage, Institut des Hautes Études Commerciales de Carthage (IHEC) et Laboratoire d'Économie et de Finance Appliquées. Document de travail. 45p.
25. **Goldberg, L. et Klein, M.** (1997). Foreign Direct Investment, Trade and Real Exchange Rate

© 2017 Global Journals Inc. (US)

Linkages in Southeast Asia and Latin America. *NBER Working Paper,* 6344.

26. Hatem, F. (2004). Attractivité : de quoi parlons-nous ?. *Revue Pouvoirs locaux*. N°61, 2ème semestre 2004.
27. Huffel V. C. (2001). Investissements directs étrangers : Problèmes et enjeux pour les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. *Revue Région et Développement*. Université de Toulon et de Var, pp. 195-216.
28. Kaufmann, D., Kraay, A., Zoido-Lobaton, P. (1999). Aggregating Governance Indicators. *World Bank Policy Research Paper* 2195.
29. Levasseur, S. (2002). Investissements directs à l'étranger et stratégies des entreprises multinationales, *Revue de l'OFCE*, Hors série, 50 p.
30. Morisset J. (2000). Foreign Direct Investment in Africa: Policies Also Matter. *World Bank Policy Research Working Paper*, N°2481. pp.01-26.
31. Noorbakhsh F., Paloni A., Youssef A. (2001). Human Capital and FDI Inflows to Developing Countries: New Empirical Evidence. *World Development*. Vol. 29, N°9, pp. 1593-1610.
32. OCDE. (2002). L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts. *Perspectives économiques en Afrique*, Paris 2002.
33. OCDE. (2003). L'approche des entreprises dans la lutte contre les pratiques entachées de corruption. *Documents de travail sur l'investissement international*. No. 2003/2, Juin.
34. Rioux, M., (2012). Théories des firmes multinationales et des réseaux économiques transnationaux. *Cahier de recherche CEIM*. Centre d'Etude sur l'Intégration et la Mondialisation. Université du Québec à Montréal, 38p.
35. Rodrik, D. (1999). Institutions for high-quality growth: what they are and how to acquire them. *Harvard University Press*.
36. Rodrik, D., Subramanian, A., Trebbi, F. (2004). Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development. *Journal of Economic Growth*. Vol. 9, N°2.
37. Saskia K. S. W., (1998). Foreign Direct Investment and its determinants in Emerging Economies. *Economic Policy Paper, Discussion Paper*, N° 9.
38. Singh, H., Jun, K.W. (1995). Some new evidence on determinants of foreign direct
39. investment in Developing countries. *World Bank Policy Research Working Paper,* N° 1531.
40. Smith P.M. (2001). How do patent rights affect U.S exports, affiliates, sales, and licenses? *Journal of International Economics*, 55, pp. 411-439.
41. Tamokwe, P. (2010). L'attractivité des pays en développement aux IDE : une lecture à partir des réformes structurelles au Cameroun. *Les Cahiers du Cedimes*, Vol. 4, N°3, pp. 121-133.
42. Urata, Kawai, H. (2000). The determinants of the location of foreign direct investment by Japanese small and medium-sized enterprises. *Small Business Economics*. Vol. 15, pp.179 -103.
43. Wheeler, D., Mody, A. (1992). International investment location decisions: the case of U.S. firms. *Journal of International Economics*. Vol. 33, pp. 57-76.

© 2017 Global Journals Inc. (US)